Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

# Brésil – Assassinat de Marielle Franco: le personnage-clé a été tué

« C'était le lien » dit un spécialiste des milices suite au décès de l'ex-policier militaire Magalhães da Nóbrega

Par Maria Teresa Cruz
Mondialisation.ca, 05 mars 2020
Ponte 2 février 2020

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Loi et Justice

*Dans cet entretien avec José Cláudio Souza Alves, nous apprenons que le milicien avait beaucoup à dire sur l'assassinat de Marielle Franco, mais qu'il avait surtout de nombreux liens directs avec l'un des fils du président du Brésil, Flavio Bolsonaro.*

Il était l'un des principaux témoins à même de cerner le commanditaire et les motivations de l'assassinat de Marielle Franco (Parti socialisme et liberté – PSOL, Rio de Janeiro), exécutée en mars 2018 : Adriano Magalhães da Nóbrega a été abattu le 9 février dernier à Esplanada, dans les terres de l'État de Bahia. Ex-policier militaire en fuite depuis le 22 janvier 2019, il était membre de la milice qui opère dans l'ouest de l'agglomération de Rio de Janeiro. Il était aussi connu pour avoir des liens avec l'un des fils du président du Brésil, Bolsonaro.

Pour comprendre, lire aussi Eliane Brum : Nous devons savoir « qui est au pouvoir ».

« *C'était une pièce maîtresse de l'enquête sur la mort de Marielle, la plus importante mémoire vivante de cette affaire* », commente le sociologue José Claudio Souza Alves, professeur à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro et auteur de l'ouvrage « Des barons à l'extermination : une histoire de la violence dans la Baixada Fluminense ». Et il s'agit bien d'une « destruction de preuve », estime Paulo Emílio Catta Preta, avocat d'Adriano Magalhães da Nóbrega, auprès du quotidien *O Globo*. « Il me le confiait : Monsieur, ils ne cherchent pas à m'arrêter, ils veulent me tuer. Et si jamais on me capture, ils me tueront en prison. »

Lire aussi, AFP, mars 2018, Brésil : les milices paramilitaires gangrènent Rio de Janeiro

C'est la Police civile de l'État de Bahia qui a réalisé l'opération, à la suite d'informations communiquées par les autorités de Rio de Janeiro. Sa version : l'ex-milicien est mort lors d'un échange de tirs.

> « Comment peut-on nous expliquer qu'une année d'investigation, avec des moyens, s'achève par la mort d'un témoin clef isolé dans une zone rurale ? » s'élève l'avocat. « Si encore il s'était trouvé dans une favela, à Rio das Pedras ou bien dans un bunker avec des malfaiteurs… »




*Adriano da Nobrega, crédit photo Police Civile*

De même, José Claudio Souza Alves considère que l'assertion selon laquelle Adriano Magalhães da Nóbrega n'aurait pas eu de relation directe avec la mort de l'ex-conseillère n'est qu'une hypothèse, formulée par la presse et les enquêteurs au début de l'investigation.

> « Ce n'est pas convaincant, d'autant qu'il était le chef du Bureau du crime, l'organe chargé des exécutions sommaires de la milice de Rio das Pedras. À mon appréciation, il a non seulement une relation directe avec le cas, mais il serait tout bonnement le grand chaînon qui mène à la famille Bolsonaro », affirme-t-il.

Avant d'en être expulsé, Adriano Magalhães da Nóbrega a été capitaine du Bataillon des opérations policières spéciales (Bope), la troupe d'élite (et la plus meurtrière) de la Police militaire de Rio de Janeiro. Il fut alors présenté par Fabrício Queiróz à l'un des fils de l'actuel Président du Brésil, Flávio Bolsonaro. Désormais sénateur, celui-ci, qui n'était encore que député d'État à l'époque, employait la mère ainsi que l'épouse du milicien dans son cabinet.

Lire aussi Le Monde, décembre 2019, Au Brésil, les soupçons de corruption se rapprochent de la famille Bolsonaro

La presse a rapporté que la propriété où le milicien a été tué appartient à un certain Gilsinho da Dedé, conseiller municipal PSL, le parti qui a élu le président Jair Bolsonaro. Le politicien a pourtant affirmé au journal O Estado de São Paulo n'avoir jamais vu l'ex-capitaine. Pour José Cláudio Souza Alves, cet épisode met en évidence un exercice de pouvoir d'extrême droite articulant des groupes aux niveaux fédéral, étatique et municipal.

*« Peu importe que Bolsonaro ait quitté aujourd'hui le PSL, il existait un lien politique entre ce type [Gilsinho da Dedé] et cette structure partidaire. Comment peut-il ignorer qui était la victime ? C'est ridicule. Un cordon de sécurité peut avoir été mis en place pour Magalhães et voilà qu'il est tué à l'intérieur de ce cordon. Cela n'a rien de fortuit. Et pour savoir exactement ce qui s'est passé, il va falloir désormais s'en remettre à la propre police qui a commandé l'opération. Tout cela révèle, à mon sens, qu'un projet politique national est à l'œuvre. »*

Alves critique aussi le fait que le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Sérgio Moro, n'ait jamais cité Adriano Magalhães da Nóbrega comme l'une des personnes les plus recherchées du pays. « *Il était dissimulé par la structure judiciaire nationale, telle une carte sortie du jeu. Et maintenant, quel témoin nous reste-t-il ?* »

La mort de l'ex-policier a eu un certain impact sur la structure de la milice dans la zone ouest de Rio de Janeiro, estime José Cláudio Souza Alves, tout comme l'arrestation d'une dizaine d'autres miliciens au début de l'année. Cependant, comme pour toutes les factions criminelles, les milices se reconfigurent en général assez facilement. « *Elles ne disparaîtront que le jour où l'on coupera leur bras politique et économique. Le cas de Muzema en est la démonstration.* » Référence faite à une enquête menée par le parquet de Rio de Janeiro sur des fonds parlementaires investis dans les circuits illégaux de la vente de biens immobiliers dans les localités de Rio das Pedras, Gardênia Azul et Muzema, dans la zone ouest de Rio.

« *C'est l'un des points clefs du meurtre de Marielle Franco. Et maintenant, avec la mort du milicien, ils ont fermé le cercueil et nous à l'intérieur* », critique le sociologue.

Il considère même que la structure des milices est plus vigoureuse que jamais. Ainsi il existerait déjà un accord entre les miliciens et le crime organisé de Rio de Janeiro – notamment Terceiro comando puro (TCP). « *Ils tiennent toute la zone ouest de Rio, en dehors de l'enclave de Cidade de Deus, aux mains du Comando vermelho. En outre, dans la Baixada fluminense voisine opère un des plus importants systèmes de diversion électorale, concernant la nomination des personnes en charge des embauches. J'ai des informations selon lesquelles des miliciens ont accès à ce réseau et y placent des personnes. Jura, l'un des noms importants de la Baixada lié à la milice, actuellement en prison, a été nommé par la ville de Belford Roxo pour occuper un poste. En année électorale, c'est déterminant pour orienter les soutiens* », précise-t-il.

Dans une note sur l'affaire, Amnesty International exige une enquête rigoureuse et transparente, en particulier sur un lien supposé avec la mort de Marielle Franco. « *Les informations qui circulent ainsi que d'intenses fuites, depuis octobre de l'année dernier surtout, renforcent toutes le même message : les autorités sont prises dans un labyrinthe de doutes dont elles ne parviennent pas à sortir. Les événements liés aux enquêtes soulèvent plus de questions que de réponses, et c'est très grave* », souligne l'organisation.

## Qui a tué Marielle Franco ?

Une fois de plus, nous avons sollicité du Secrétariat de la sécurité publique de Bahia de qu'il nous informe sur la conduite des enquêtes, ainsi qu'un entretien avec son responsable Maurício Barbosa, mais sans retour à l'heure de publier. Le secrétariat a publié deux notes concernant l'épisode sur son site. Elles se contentent de livrer la liste des téléphones mobiles et des armes trouvés dans la cachette de l'ex-milicien, et de renforcer la thèse de la confrontation. « *Lors de l'exécution du mandat d'arrêt, il a résisté en tirant. Dans l'échange, il a été touché. Transporté dans un hôpital local, il a succombé à ses blessures. Nous nous efforçons de toujours soutenir la police d'autres États et cette fois-ci nous avons donné la priorité à cette affaire en raison de son importance nationale. Nous avons tenté de procéder à l'arrestation, mais l'homme recherché a choisi de réagir par les armes* », commente Maurício Barbosa.

Bien qu'ayant pour coutume d'utiliser les réseaux sociaux pour communiquer avec la population, le président Jair Bolsonaro et son fils, le sénateur Flávio Bolsonaro, n'ont jusqu'à

présent pas commenté publiquement cet épisode [pendant une semaine].

Maria Teresa Cruz

Voir en ligne : ‘Era o arquivo vivo do caso Marielle’, diz especialista em milícia sobre morte de ex-PM, Ponte Jornalismo, le 20 février 2020.

*Traduit par Patrick Piro pour AutresBrésils. Relecture : Frédéric Peylet.*

Pour aller plus loin :

> Marielle Franco, figure de la gauche brésilienne, est tombée sous le coup des balles

La source originale de cet article est Ponte
Copyright © Maria Teresa Cruz, Ponte, 2020

---

*Articles Par :* Maria Teresa Cruz

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca